

**LE JOUR, 1950  
8 FEVRIER 1950**

### **POLITIQUE INTERIEURE : UN DEVOIR CIVIQUE**

Avant des déplacements et des voyages en perspective, on voudrait voir la composition du Gouvernement libanais un peu mieux considérée. Nous avons pris de très mauvaises habitudes. Faut-il pour cela les garder tout le vie ?

**Il faut nous dire que les précédents qu'établit la République d'aujourd'hui, il ne sera pas facile d'en affranchir la République de demain.** Un ministre de plus, ou de moins, cela compte à peine désormais. Que la moitié de l'Etat soit gouvernée "par intérim" cela importe peu. Que la gestion de nos intérêts les plus graves n'appelle plus des délibérations proprement dites, cela est bien accessoire. N'importe quel fonctionnaire peut occuper n'importe quelle fonction pourvu que ce soit un homme compréhensif. Tout le ministère de l'Intérieur n'est depuis trois ou quatre ans qu'une administration plus ou moins provisoire ; chacun suppose et se convainc que ce département si important est géré systématiquement de l'extérieur.

Nous rendrons au Gouvernement ce témoignage qu'il arrive à se remettre en équilibre après toutes les secousses avec une merveilleuse souplesse. Il compte sur la faculté d'oubli et sur l'absence d'esprit critique des citoyens. Mais si tout esprit critique disparaissait, s'il n'y avait plus de mémoire nulle part, cet équilibre de danseur de corde cesserait-il d'être précaire ? **Ce n'est pas parce que la Chambre est généralement absente que le pays cessera d'être présent. Et nous ne confondrons pas non plus un gouvernement habile avec un gouvernement sérieux.**

Qu'on veuille bien se persuader que ces reproches n'ont rien d'amer. Nous voudrions y mettre une extrême douceur. **Nous les faisons par nécessité, parce qu'il faut bien que quelqu'un les fasse.** Nous faisons remarquer de temps en temps une absurdité, une faiblesse ou l'autre, parce que l'addition de cent faiblesses ne fera jamais une force ; et parce que l'addition de cent absurdités ne fera jamais une raison. Il est bon de temps en temps d'appeler les choses par leur nom, ne serait-ce que pour ne pas laisser le vocabulaire se vider de sa substance ; **c'est devenu une sorte de devoir civique.**

Les choses marchent toujours parce que ce pays n'a que dix mille kilomètres carrés de superficie et parce que tout s'y règle par les moyens de persuasion courants. **Mais le bilan de nos procédures gouvernementales et administratives appellerait raisonnablement une légion de censeurs.** Tout marche pourtant nous répétera-t-on : oui, tout marche. Et sans ministres et sans Chambre, tout marcherait encore. Et tout continuerait à marcher si toute l'Administration prenait l'avion, le bateau ou la clé des champs. Mais il y a façon et façon de marcher. **Quand on ne marche plus que de cette façon et à ce rythme, il y a des pentes qu'on ne remonte plus.**

Le Gouvernement pensera-t-il à se mettre d'aplomb avant de préparer ses passeports ?  
Nos ministres se diront-ils que la situation de l'Etat appelle un redressement avant de prendre le large ?

**Il est temps de nous mettre en tête qu'il y a, à deux pas d'ici, entre Tel-Aviv et Jérusalem, un gouvernement exemplaire qui s'appelle le gouvernement d'Israël.**